

Questions orales

de quatre à six semaines encore? Présentera-t-il ces mesures dès maintenant?

L'hon. Marc Lalonde (ministre des Finances): Madame le Président, une façon d'aider un bon nombre de Canadiens serait d'adopter les amendements à la loi de l'impôt sur le revenu auxquels l'opposition fait une obstruction systématique. Je signale à l'honorable représentante que 11.2 millions de Canadiens ont réclamé un remboursement d'impôt. Les remboursements auxquels ils ont droit atteindront probablement 6.5 milliards de dollars au total. Cet argent pourrait être versé aux Canadiens d'ici quelques semaines ou quelques mois et la plus grande partie servirait sans doute à la consommation, ce qui aiderait à créer des emplois et à stimuler l'économie.

Pour l'instant, j'invite l'honorable député à adopter la loi de l'impôt sur le revenu qui est maintenant à l'étude depuis des semaines et que le comité parlementaire avait déjà examinée pendant plusieurs mois. Cela nous permettrait aussi de présenter plus rapidement l'exposé budgétaire. Les conservateurs font de l'obstruction systématique pour empêcher la Chambre d'adopter cette mesure.

Des voix: Bravo!

ON DEMANDE AU MINISTRE D'AGIR

L'hon. Flora MacDonald (Kingston et les Îles): Madame le Président, ce que le ministre vient de dire à la Chambre indique qu'il ne se préoccupe nullement des jeunes Canadiens qui souffrent et qui sont en train de perdre tout espoir parce que le ministre et ses collègues refusent de mettre en œuvre des programmes pour aider à créer des emplois. En octobre dernier, le ministre a annoncé le programme RELAIS qui devait créer 60,000 emplois, mais cinq mois plus tard, seulement 15,000 emplois ont été créés. Les nouveaux programmes accusent toujours beaucoup de retard.

• (1425)

Je voudrais que le ministre me dise s'il va présenter dès maintenant à la Chambre les nouveaux programmes qu'il compte adopter ou s'il préfère laisser les chômeurs se morfondre jusqu'à ce que cela l'arrange de les annoncer?

Des voix: Bravo!

[Français]

L'hon. Marc Lalonde (ministre des Finances): Madame le Président, je crois que nous avons eu un magnifique exemple de l'hypocrisie du parti conservateur dans la déclaration de l'honorable député. Cette hypocrisie se manifeste constamment chaque jour dans cette Chambre lorsque le parti conservateur empêche l'adoption de la loi de l'impôt sur le revenu qui nous permettrait d'assurer des remboursements à 11 millions de Canadiens, et de renvoyer très rapidement dans les goussets des Canadiens, au cours des prochaines semaines, 6,5 milliards de dollars que ceux-ci pourraient dépenser. Voilà une mesure qui aurait un effet rapide, immédiat et qui mettrait de l'argent dans les goussets des consommateurs, et les conservateurs sont en train d'empêcher cette Chambre de prendre une décision qu'ils ont bloquée depuis des mois dans ce Parlement.

Voilà la responsabilité du parti conservateur en l'occurrence, et voilà un fait patent que tous les citoyens peuvent constater selon lequel les conservateurs empêchent les Canadiens, à l'heure actuelle, de recevoir leur remboursement d'impôt ce qui leur permettrait de participer à la consommation et de stimuler

l'économie canadienne. C'est là la responsabilité du parti conservateur.

* * *

[Traduction]

LES ARMES NUCLÉAIRES

LA MISE À L'ESSAI DES MISSILES DE CROISIÈRE—ON DEMANDE AU GOUVERNEMENT DE SOUMETTRE LA QUESTION AU PARLEMENT

L'hon. Edward Broadbent (Oshawa): Madame le Président, je voudrais poser une question au premier ministre. La majorité des Canadiens ont pris parti contre l'essai des missiles de croisière. Le Nouveau parti démocratique a lui aussi fait clairement connaître son opposition. Or, le premier ministre soutient que son gouvernement n'a pas encore pris de décision à cet égard, mais qu'il a simplement conclu un accord-cadre laissant au cabinet le soin de décider éventuellement de la position à prendre.

Le premier ministre acceptera-t-il de manifester clairement son adhésion aux principes démocratiques en s'engageant à permettre au Parlement non seulement de débattre de la question mais aussi de la mettre aux voix, au cas où le gouvernement déciderait effectivement d'autoriser l'essai des missiles de croisière?

Des voix: Bravo!

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Madame le Président, ce n'est pas la première fois qu'on pose cette question, et j'inviterais les députés néo-démocrates, s'ils sont vraiment convaincus de son importance, à se servir d'une des journées qui leur sont réservées...

Des voix: C'est ce que nous avons fait!

M. Trudeau: ... pour la mettre aux voix. Le débat qui s'ensuivrait nous permettrait d'entendre les vues de tous les intéressés.

Nous avons été heureux de participer au débat qui a déjà eu lieu en ce sens, et nous serions prêts à recommencer. J'ose espérer que le chef du Nouveau parti démocratique profitera de l'occasion pour nous expliquer pourquoi il est si ardemment opposé à l'essai des missiles de croisière, alors qu'il n'a pas dit un mot des essais de missiles soviétiques...

M. Stevens: C'est juste.

M. Trudeau: ... ni du déploiement des 350 SS-20 à trois têtes nucléaires en Europe. Nous n'avons pas entendu de cris d'indignation et nous n'avons pas vu le NPD mobiliser les foules pour manifester leur opposition, alors qu'il s'agissait manifestement d'une escalade de la course aux armes nucléaires.

Des voix: Bravo!

M. Broadbent: Madame le Président, je tiens tout d'abord à rappeler au premier ministre, qui ne prête guère attention à ce qui se passe à la Chambre, que le Parlement s'est déjà prononcé contre l'essai des missiles de croisière. Nous exigeons du gouvernement qu'il respecte ses obligations et qu'il revienne devant la Chambre une fois qu'il aura pris une décision. Deuxièmement, je lui ferais remarquer que nous, contrairement à lui, avons protesté contre l'intervention des soviétiques en Pologne.